

2657

C I L S S

INSTITUT DU SAHEL

BP. 1530

Tel : 22-21-48-78

Telex : INSAH 432

BAMAKO - (Mali)

L'NSTITUT DU SAHEL

1977 - 1986 : B I L A N D E S A C T I V I T E S
=====

=====

L'^o/NSTITUT DU —/AHEL

1977 - 1986 : B I L A N D E S A C T I V I T E S

INTRODUCTION :

Déjà neuf ans : que représentent neuf ans dans la vie d'une institution de recherche, peut être peu de chose tant il est vrai qu'une recherche dans le domaine agronomique demande souvent beaucoup plus de temps pour aboutir. Mais neuf ans se sont des actions, des réalisations mais aussi des tâtonnements, des erreurs, sûrement ; bref c'est du temps qui s'est déroulé.

Il est parfois nécessaire de s'arrêter, non pas à la recherche du temps perdu, mais pour jeter un regard sur le passé, car celui-ci éclaire le présent qui permet de programmer le futur.

Le 13 Septembre 1986, le système CILSS va célébrer, pour la première fois, sa journée. Après 13 ans de vie intense, c'est le moment de présenter le bilan. L'INSAH en tant que structure du CILSS veut apporter sa contribution à cette opération médiatique.

Nous voulons donc ouvrir une fenêtre pour permettre aux autres regards de se porter sur l'intérieur de la demeure.

Dans ses différents domaines de compétence à savoir la recherche, la Formation, l'Information Scientifique, les études socio-économiques et démographiques, l'INSAH a apporté aux Pays une contribution financière d'une dizaine de milliards de F CFA. Il a contribué à la formation de 1 261 sahéliens dans différents domaines et a initié une vingtaine de projets.

Cette vision globale sera détaillée dans les pages qui vont suivre où nous présenterons d'abord l'INSAH et ensuite ses activités. Ce bilan par secteur comporte aussi les perspectives qui s'inscrivent dans l'optique de faire de l'INSAH un centre de réflexion, un centre de confluence et d'affluence des intéligences sahéliennes et extra-sahéliennes.

Nous exprimons le souhait que ces regards ne soient pas inquisiteurs, non plus complaisants, mais surtout objectifs, constructifs afin de nous aider à surmonter les avatars et les lendemains incertains.

I. PRESENTATION DE L'INSTITUT :

Dans les mémoires collectives des peuples sahéliens on ne garde pas le souvenir d'une sécheresse aussi dramatique que celle des années 1968-1972 tellement les conséquences en sont dramatiquement traumatisantes. En effet, depuis cette période le Sahel vit un cauchemar à la hauteur des plaies d'Egypte.

Face à cette situation, et très tôt, une prise de conscience des responsables des Etats concernés s'est fait jour pour faire front de façon solidaire, à ces calamités.

Ceci s'est traduit par la volonté, entre autres, de se doter d'un outil efficace de coopération régionale par la création le 13 Septembre 1973 du CILSS. Cette première création devrait être rapidement complétée par la mise en place d'autres structures. Ainsi, en accord avec leurs partenaires de la Communauté Internationale, les Etats membres ont décidé de créer, au sein du CILSS, un organe de coordination et d'harmonisation des activités pouvant et devant permettre de mener une lutte plus efficiente, plus durable par la voie de la Recherche, de la formation et de l'information scientifique.

C'est ainsi que la décision de créer l'Institut du Sahel fut prise à l'occasion de la 6è session du Conseil des Ministres du CILSS, tenue à N'Djaména en Décembre 1976. Cette décision était précédée d'un certain nombre d'activités préparatoires (mission d'identification confiée au PNUD, réunion des responsables nationaux élargie aux instituts et experts internationaux à Ouagadougou, en Octobre 1977 notamment).

Ainsi, à l'issue de ces différentes rencontres, le mandat initial de l'Institut du Sahel a été défini, et ainsi résumé :

- la collecte
- l'analyse et la diffusion des résultats de la recherche,
- la coordination, la promotion, la planification et l'harmonisation de la recherche,
- le transfert et l'adoption des technologies,
- la formation

...

Il a été ajouté à ce mandat initial :

- la réflexion et la définition des thèmes (régionaux) prioritaires de recherche,
- la planification de la recherche de la formation et de l'information au plan régional.

En somme l'Institut du Sahel est un organe de Recherche, de Formation et d'Information Scientifique et Technique des pays membres du CILSS. Ce mandat doit se lire en fonction de la nouvelle stratégie du CILSS :

- "la réalisation de l'autosuffisance alimentaire
- la lutte contre la désertification
- et l'harmonisation des conditions générales de vie des populations",

Pour réaliser ces objectifs la stratégie réite de :

- "rendre à l'homme son rôle de moteur du développement
- rétablir l'économie de la région sur des bases saines
- trouver un nouvel équilibre écologique et aménager l'espace en conséquence.

La structure de l'Institut de 1978, année de démarrage effectif des activités a été profondément modifiée surtout depuis la restructuration de 1985. Ainsi, l'Institut du Sahel est administré par un Conseil de Direction et une Direction Générale. Le Conseil de Direction remplace le Conseil d'Administration. Il est composé du Secrétaire Exécutif du CILSS qui en assure la présidence et des directeurs généraux des institutions spécialisées du CILSS.

La Direction Générale, l'Institut est dirigé par un Directeur Général nommé pour une période de 3 ans renouvelable, par le Conseil des Ministres du CILSS sur proposition du Conseil de Direction. Le Directeur Général est responsable de la bonne marche de l'Institut. Il en surveille les travaux et en dirige le personnel. Il est responsable de la cohérence et de l'intégration des activités de l'Institut.

La direction générale comprend des départements et unités.

Les départements sont passés de 6 à 4 :

- le département Administratif et Financier
- le département de la Formation
- le département de la Recherche et de la Planification
- le département de la Documentation et de l'Information
- l'Unité Socio-Economique et Démographique (USED)

- depuis 1986 l'Institut est doté d'un Fondé de Pouvoirs.

L'Institut est doté d'un Conseil Scientifique et Technique et d'un Conseil Consultatif.

Son personnel scientifique et technique est recruté ou détaché en fonction des compétences requises.

Au point de vue financier, les ressources financières de l'Institut du Sahel proviennent de :

- ressources des Etats membres ;
- de ressources d'autres sources

Le budget de l'Institut est géré conformément aux règles de la comptabilité publique du pays siège (Mali)

Les comptes de l'Institut sont vérifiés par un Commissaire aux Comptes désigné chaque année.

Cette présentation étant faite, il convient à présent de voir le bilan des activités qui est "la somme des activités des structures de l'Institut.

2.1. LE DEPARTEMENT PLANIFICATION DE LA PROGRAMMATION ET DE LA RECHERCHE

La compétence de ce Département s'est développée en matière de recherche agricole, zootechnique forestière et technologique. L'assistance apportée aux Etats peut être résumée comme suit :

PROJET REGIONAL D'AMELIORATION DES MILS, SORGHO, NIEBE ET MAÏS

1) Assistance financière

ETATS	: ESSAIS/MULTI.	Formation		INVESTISSEMENT
		: ING.	: TECH.	
Burkina-Faso	68 075 900	2	13	2 Véhicules
Cap-Vert	36 339 571	:	2	2 "
Gambie	76 933 747	:	9	2 "
Mali	77 916 550	2	9	2 "
Mauritanie	72 859 535	1	5	2 "
Niger	93 953 550	:	13	2 "
Sénégal	72 142 000	3	8	2 "
Tchad	46 782 860	:	6	2 "
Total	545 003 713	8	65	16 "

Coûts formation : chercheurs = 87 851 775 F ; Techniciens 25 190 655 F Soit

Total 113.042.430 F CFA

Information : 41.346.184 F CFA

2) Coopération Technique :

a) Essais régionaux

2 - Cycles d'essais ont été mis en place de 1981 à 1984 et depuis 1985 pour identifier les meilleures variétés dans les 4 cultures.

b) Multiplication

La 1ère série d'essai à permis d'identifier 49 variétés de cultures les plus performantes et mises en multiplication depuis 1985 : (mil 13, Sorgho 17, niébé 7 et maïs 12).

Ce programme correspond à l'objectif final du projet d'amélioration des mil sorgho, niébé et maïs qui est de multiplier et de mettre à la disposition du Paysannat les semences des meilleures variétés disponibles dans la sous région.

Les semences issues de ce programme seront remises aux structures nationales de développement pour être distribué auprès du paysannat.

Le programme de multiplication a été exécuté dans tous les pays membres à près de 90%, les résultats n'ont pas été satisfaisants car le rendement moyen toutes variétés confondues tourne autour de 730kg/ha. Ce résultat est insuffisant et est surtout dû à l'absence de maîtrise des conditions climatiques.

A la suite de cette multiplication les résultats de l'année se présentent comme suit au point de vue stock de semences MI.

Burkina-Faso	12,345 tonnes de semences toutes cultures confondues		
Cap-Vert	4,800 t	"	"
Gambie	non parvenue		
Mali	63,569 t	"	"
Mauritanie	1,1155 t	"	"
Niger	11,018 t	"	"
Sénégal	non parvenue		
Tchad	19,832 t	"	"
Total	112,2295 t	"	"

Suivant la spéculation nous avons dans les Etats :

mil	31,4285 t
Sorgho	28,165 t
niébé	14,492 t
maïs	37,144 t
total	112,2295 t

c) Test en milieu paysan

Dans le souci de ne vulgariser que des variétés parfaitement acceptées par le paysannat tant au plan des qualités organoleptiques que des caractères agronomiques et de définir les zones de diffusion possible des meilleures variétés, des tests en milieu paysan ont été conduits dans les Etats membres.

Il s'agissait après une évaluation en milieu contrôlé des meilleures variétés disponibles dans la zone sahélienne, de cerner leur comportement en milieu rural. Cette étape d'expérimentation en milieu paysan permettra aussi d'appréhender les difficultés de transfert des variétés performantes en discution populations rurales.

Les résultats de ces tests sont très inégaux en qualité ; certains Etats n'ont pas fourni de rapport technique sur cette expérimentation (Mauritanie et Sénégal) pour d'autres une nette insuffisance est constatée dans la mise en place et l'exploitation de ces tests (au Niger et au Mali), à la différence du Burkina-Faso, du Cap-Vert et du Tchad où dans des conditions climatiques comparables des résultats exploitables et de bonne qualités ont été obtenus.

d) Nouveau cycle d'essais régionaux

La 2^e série d'essais variétaux a débuté en 1985.

52 variétés de mil sorgho niébé et maïs sont en compétition. Elles ont été comparées soit à des témoins locaux et régionaux. Les quantités annuelles de pluies reçues sur l'ensemble des sites du réseau d'expérimentation ont varié de 168,8 à 941,7 mm (suivant les stations ; les quantités sont élevées vers les stations du Sud et basses vers celles du Nord).

Tableau de réalisation des Essais

Essai par culture	:	Essai	:	Essai
	:	programmé	:	réalisé
	:		:	
mil précoce	:	30	:	26
mil intermédiaire	:	29	:	26
s/t mil	:	59	:	54
sorgho précoce	:	25	:	22
sorgho intermédiaire	:	25	:	23
sorgho cong.	:	6	:	6
s/t sorgho	:	56	:	21
niébé	:	46	:	42
maïs	:	36	:	33
	:		:	
Totaux sites	:	197	:	180
	:		:	

Dans l'ensemble, sur 197 essais programmés, 180 ont été réalisés.

En mil 25 variétés (9 précoces, 16 intermédiaires)

...

En sorgho 22 variétés (8 de cycle court, 11 de cycle intermédiaires, et 3 de cycle long).

En niébé 7 variétés sur 46 sites.

En maïs 7 variétés sur 36 sites.

e) Formation et information

L'un des programmes les plus importants du département est celui relatif à l'échange d'information et d'expérience par l'organisation des rencontres entre chercheurs et développeurs.

De 1981 date de démarrage du projet mil à 1985, au moins une rencontre par an de tous les chercheurs et développeurs concernés par le programme a eu lieu la première à Tarna en Mars 1982.

la 2è à Banjul en Mars 1983

la 3è à Bamako en Mars 1984

la 4è à Ouagadougou en Février 1985

chacune de ces rencontres étaient suivie d'un symposium sur l'une des 4 cultures.

Dans le domaine de l'information, le projet a réalisé l'édition :

- Des communications des journées de reflexion sur l'amélioration des principales cultures vivrières du Sahel.

- des rapports annuels sur l'exécution des essais régionaux,
- des bilans des essais variétaux 1981 - 1984.

le département a organisé la formation de 8 chercheurs (niveau 3è cycle)

2 burkinabés

2 maliens

1 mauritanien

3 sénégalais

...

Parallèlement 65 techniciens supérieurs ont bénéficié de formation de courtes durées soit en Inde soit dans les stations expérimentales du sahel :

1982 : 8 techniciens formés par l'ICRISAT en Inde.

1983 : 27 techniciens formés à Tarna au Niger

1984 : 30 techniciens supérieurs formés à Saria au Burkina-Faso.

ECOLOGIE

Dans le domaine de l'écologie les bilans nationaux sur l'état des connaissances en pastoralisme, conservation des eaux et sols et forêts ont été réalisés des ateliers régionaux ont permis aux forestiers, pastoraliste, pédologues et aménagistes d'échanger leurs expériences et d'adopter un programme régional de recherches écologiques au Sahel. A l'issu des ateliers, le département avec le concour de l'UNSO et de l'ORSTOM a préparé un programme de recherche écologique pour 12 ans. Ce programme à long terme permettra d'intensifier les recherches écologiques dans les Etats membres du CILSS.

2.2. Le Département de la Formation :

- I était assigné au département de la formation
- " la formation de chercheurs et spécialistes dans les divers domaines du développement rural,
 - la formation de techniciens supérieurs et autres cadres intermédiaires dans les domaines de la recherche, de la production et de la vulgarisation relatifs au développement rural,
 - et la formation au ras-du-sol (l'auto-encadrement paysan)".

Au cours des dernières années écoulées, le département formation a initié et exécuté un programme qui peut être subdivisé en trois volets :

- Mise en oeuvre de projets régionaux de formation
- formation de courte durée
- octroi de bourses.

Le tableau 1 donne la situation générale des activités du département. Ainsi 619 personnes ont bénéficié d'une formation/perfectionnement dans différents domaines touchant le développement rural. Le financement global de ces activités est de l'ordre de 5 milliards de f cfa.

Sans insister autre mesure sur la lecture de ce tableau, il convient néanmoins de préciser que le département a initié 2 grands projets de formation : le FAPIS et le DFPV.

a) FAPIS :

la formation en aménagement pastoral intégré au Sahel est un projet régional sahélien financé par le PNUD et l'UNSO. Il fonctionne depuis 1980. Il est exécuté avec la collaboration de l'UNESCO. Il est accueilli par l'Ecole Inter-Etats de Sciences et Médecine Vétérinaires (EISMV) de Dakar (pour le volet A) et par l'Ecole Nationale des cadres Ruraux (ENCR) de Bambey, au Sénégal (pour le volet B).

.../...

Département de la Formation

TABLEAU GÉNÉRAL DES PROGRAMMES DU DÉPARTEMENT

DE LA FORMATION

les objectifs assignés à ce projet sont :

- à court terme : permettre la satisfaction des besoins les plus urgents en spécialistes et techniciens capables d'assurer la conception, la mise en oeuvre et le suivi des projets et programme d'aménagement agro-sylvo-Pastoral,
- A long terme : contribuer à la réalisation de l'autosuffisance alimentaire et à l'amélioration des conditions de vie des populations et l'instauration de nouveaux équilibres dans l'optique d'une gestion rationnelle des ressources naturelles.

Au cours de la Période 1980-1986, le projet a permis la formation de 174 cadres et agents dont 90 cadres supérieurs (volet A) et 84 cadres intermédiaires (volet B). Le tableau 1 donne la répartition par pays bénéficiaires.

La formation supérieure est un cours post-universitaire (CPU) de neuf mois (9) mois dispensé à des docteurs vétérinaire, Ingénieurs agronomes, Zootechniciens, géographe, etc... Le contenu de l'enseignement repose sur le principe d'une approche globale du développement dans le cadre de l'aménagement de l'espace agro-sylvo-pastoral : facteurs techniques, bioclimatiques, édaphiques, facteurs socio-économiques et culturels. Cette formation est sanctionnée par le diplôme d'aménagement pastoral (DAP) délivré par l'Université de Dakar et reconnu par le CAMES..

Quant au volet B, il intéresse la formation des cadres intermédiaires d'élevage. Elle s'effectue sous la forme d'un stage de recyclage (RCI) de 3 mois ; deux satges sont organisés par an : mars-avril-mai et septembre-octobre-Novembre. La majeure partie de cette formation s'effectue sur le terrain de même que le volet A comporte une sortie sur le terrain. Le caractère novateur de cette formation résidé dans le fait que non seulement il y a un lien entre la théorie et la pratique mais il y a tout un brassage des disciplines (la pluridisciplinarité étant source d'enrichissement). Par ailleurs tous les cadres et agents formés sont utilisés à des tâches où leurs nouvelles connaissances sont requises.

Grâce à l'exemplaire Coopération Internationale qu'illustrent les résultats de cette opération et à l'intérêt sans cesse croissant des Etats membres à ce projet, une évaluation globale en Décembre 1984 a retenu, entre autres, la nécessité de mettre en oeuvre une troisième phase 1987-1990 en vue de préparer le transfert du "projet aux Etats -membres d'une part et, d'autre part, de valoriser les acquis.

En attendant d'en trouver le financement, une phase transitoire a été préparée. Elle interresse l'année académique 1986-1987.

Les quelques difficultés de dernière minute rencontrées pour la tenue de l'année académique sont en voie de se resorber (défection de l'UNSO qui devait financer le volet bourse). Le PNUD qui assure les 3/4 du financement maintien son engagement. Il reste cependant que la recherche d'un financement du volet bourse pour la 3^e phase doit être poursuivie. A ce titre, les Etats doivent songer à la reprise en charge des bourses (CIP nationaux, par exemple)

Enfin, notons que cette formation bénéficie à des pays non-membres du CILSS : Guinée Conakry et Cameroun.

b) le DFPV. :

Le Département de Formation en Protection des Végétaux est un projet Sahélien régional entièrement financé par le Gouvernement Royal des Pays-Bas pour plus de 3 milliards de F cfa (cf tableau I). Il faut le noter, une coopération sans failles. Ce projet initie depuis 1981 a pour objectifs :

- de contribuer par la formation de techniciens supérieurs spécialisés en Protection des Végétaux, au renforcement des services nationaux de PV des pays-membres du CILSS en vue d'une lutte efficace contre les ennemis des cultures, contribuant ainsi à l'objectif stratégique d'autosuffisance alimentaire,

- la Coordination, au niveau régional, de cette formation devra permettre une harmonisation des efforts de lutte contre les ennemis des plantes entrepris par les différents Etats membres du CILSS.

Le projet accueilli d'abord à Dakar, ENSUT est à présent installé à l'IPDR de Kolo (Niamey) et l'Université Ahmed Bello (Nigéria) pour les Gambiens. Il a permis à ce jour, la formation de 124 techniciens spécialisés en PV.

le tableau 1 donne la répartition par pays bénéficiaires.

La formation s'étale sur 2 ans. Après une mise à niveau de 4 semaines, les élèves, en 1ère année, suivent 30 semaines de cours (y compris les TP). Ces cours sont axés sur la Mycologie, Bactérologie, la phytophatologie, la biologie et la génétique. Plus les sciences annexes (Math, physique chimie, Anglais, etc...). En deuxième année, la formation est axée sur l'entomologie appliquée, les techniques d'expérimentation, les ravageurs des cultures, etc... Un stage sur le terrain clôture la formation qui donne lieu à la délivrance d'un diplôme de l'IPDR de Kolo : TDR spécialisé en PV.

Le projet a fait l'objet d'une évaluation positive en 1984. et la même année une mission de formulation, prenant appui sur les recommandations de l'évaluation, a proposé la création "d'un centre Sahélien de formation en PV" permanent. Sans entrer dans les détails, il faut retenir que le dernier Conseil des Ministres du CILSS par sa résolution N° 7/21/CM/PG a décidé la création d'un département de formation en protection des végétaux au sein du Centre AGRHYMET.

Ce département selon les termes de l'accord Pay-Bas/CILSS jouira d'une autonomie sur tous les plans.

A l'heure actuelle, la 2^e phase 1985-1990 est en cours d'exécution (plus de 3 milliard de F cfa) et en janvier 1987 le Secrétariat Exécutif du CILSS pourra réceptionner les locaux du DFPV qui sont en cours de construction sur le site du Centre AGRHYMET : Coût de l'opération près de 500 millions F cfa. Ce projet donne toute satisfaction aux Etats membres qui doivent mettre à profit cette seconde phase pour préparer la relève.

Un autre volet non moins important de ce projet est le volet information. En effet, le projet assure une information sur la protection des cultures de récoltes par la diffusion d'un bulletin mensuel (PV INFO). Ce volet vient de faire l'objet d'une reformulation pour lui donner une envergure plus importante avec l'aide financière des Pays-Bas (170 millions f cfa). On ne peut que se féliciter de cette coopération qui est, à plus d'un titre, exemplaire.

Un bilan Général de la formation est donné par le tableau 2.

Ainsi on constate que 1497 personnes ont bénéficié d'une formation sous-Couvert du CILSS. Ce chiffre est appréciable compte tenu des moyens congrues qui sont à la disposition de l'INSAH, et du département de la Formation. Cette structure de 1978 à 1984 a fonctionné avec un seul cadre, le Directeur et une Secrétaire. Depuis 1984, la direction fonctionne avec 2 cadres, le directeur et son Assistant plus une secrétaire et un chauffeur. Des Ressources humaines limitées pour les tâches assignées.

.... / ...

C.I.L.S.S.
INSTITUT DU SAHEL

T 2 TABLEAU RECAPITULATIF GENERAL DES RESULTATS

Département de la formation

* Pays membre janvier 1986

(1) Plus séminaires:

formés par le centre AGRHYMET = 1497.

Cependant les résultats obtenus

indiquent l'effort accompli mais aussi la nécessité de redoubler d'effort pour que les objectifs assignés par la stratégie revisée trouvent leur finalité en matière de maîtrise des ressources humaines.

Au plan régional, ces actions de formation, ont, entre autres, permis d'obtenir un certain nombre de résultats dont :

- le renforcement de quelques institutions nationales et sous-régionales (IPDR de Kolo, ENSUT de Dakar, EKSMV de Dakar, ENCR de Bambe).

- le renforcement des Institutions nationales de recherche et de développement des pays du Sahel, par la formation/perfectionnement d'un personnel spécialisé (aménagement pastoral, protection des végétaux) et de très haut niveau (chercheurs).

- le renforcement des capacités des différents services des ministères chargés du développement rural (séminaires, colloques)

- ouverture du Sahel vers d'autres régions et Instituts (UAB de Zaria, Montpellier, etc...).

II. PERSPECTIVES :

En matière de formation, la stratégie revisée recommande :

- "d'améliorer et d'intensifier la formation des responsables ruraux à la gestion de leurs organisations et leurs actions,

- de former des cadres et agents du développement à l'approche globale,

- de former des cadres supérieurs en matière de défense écologique et d'aménagement du territoire".

Cette trame doit sous-tendre les perspectives.

Celles-ci sont d'abord le renforcement des acquis existants et la mise en route de 3 projets régionaux qui doivent répondre aux objectifs assignés.

- Projet régional 1. : Formation de cadres supérieurs Forestiers-écologistes pour les Etats membres du CILSS.

Ce projet aura comme objectifs de permettre aux Etats-membres du système, par le biais d'un programme régional de formation adéquate, de se doter de cadres forestiers de très haut niveau, spécialisés en écologie-environnement capable de promouvoir des programmes intégrés de lutte contre la désertification

et la gestion des ressources naturelles renouvelables.

- Projet Régional 2. : Formation en Machinisme agricole :

Ce projet aura comme objectif d'améliorer l'efficacité du petit équipement agricole utilisé dans les travaux des champs en conformité avec les calendriers cultureaux, notamment la chaîne "traction animale".

Il s'agira de permettre au machinisme agricole de se maintenir au niveau de la communauté en vue d'augmenter la production régionale.

Enfin, la mise en place d'un Centre de Formation et de Production de Paquets-Pédagogiques.

Ce projet découle de la nécessité de faire de l'INSAH un Centre de compétence, un carrefour des intelligences sahéliennes dans le domaine de la formation-vulgarisation et dans les autres domaines des activités de l'Institut.

Aussi, le Centre accueillera non seulement des cadres et agents Sahéliens pour suivre des séminaires de perfectionnement dans différents domaines mais il produira des matériaux pédagogiques audio-visuels : en gestion des stocks céréaliers ; Production de paquets-Pédagogiques à partir des thèmes ressortants de la Recherche ; Production de micro-fiches sur les programmes scolaires en relation avec la lutte du CILSS(micro-enseignement), vulgarisation de certaines techniques agricoles, etc... Ce centre pourra accueillir aussi les stagiaires des autres départements et apportera un appui aux institutions nationales.

Par ailleurs ce centre s'occupera de l'évaluation globale des besoins de formation des pays CILSS et assurera l'évaluation post-formation.

Une étude est un cours pour donner corps à cette idée. Enfin, notons que le département de la formation pour réaliser ces tâches a besoins d'être renforcé.

EN CONCLUSION : Les vues précédemment développées témoignent qu'un pas important a été franchi. Il convient d'aller encore plus avant en vue de réaliser les objectifs assignés par la stratégie revisée. Les quelques éléments donnés ici en guise de perspectives n'occultent pas la nécessité de se doter d'un plan de formation et d'utilisation des Ressources Humaines du CILSS. Des actions sont en cours pour y parvenir.

....

2.3. - L' U S E D

Le Programme de l'Unité Socio-Economique et de Démographie est opérationnelle depuis 1980 et composé des projets ci-après :

1°) Exploitation et Analyse des Données démographiques

Les objectifs de ce projet étaient :

- de renouveler ou de poursuivre l'analyse des données collectées pendant les années 60 et 70, mais en mettant l'accent sur des données plus récentes ;

- d'analyser les données en profondeur afin d'acquérir une meilleure compréhension des caractéristiques démographiques antérieures, actuelles et futures de la région ;

- d'élaborer une base de données fiables et à jour pour le sahel en vue de servir à la planification socio-économique.

2°) L'enquête mortalité infantile dans le sahel

L'objectif de l'EMIS est de mettre au point une méthodologie qui mesure aussi exactement que possible le niveau de mortalité pendant les trois premières années de la vie et d'étudier ses corrélations ainsi que ses relations avec le comportement procréateur de la mère et pendant l'étude.

3°) Collecte des Statistiques Sanitaires (CSS)

Ce projet permet d'évaluer le système actuel de collecte des statistiques sanitaires. Il permet également de mettre au point et à l'épreuve des instruments modifiés d'établissement de rapport et d'enregistrement.

4°) Population-Santé et Développement (PSD)

Ce projet exécuté au Burkina, au Mali et au Sénégal permet d'étudier les interrelations population et développement dans ces pays.

5°) La Formation

Ce volet comprend la tenue de séminaire et la formation des Ingénieurs de Travaux Statistiques, des Démographes et informaticiens. (Voir Tableau II)

.../...

TABLEAU SYNOPTIQUE DES PROJETS DEMOGRAPHIQUES EXECUTES DANS LES PAYS DU CILSS ET CONTRIBUTION

FINANCIERE INSAH/USED./.-

III./ ASSISTANCE SUR LE PLAN HUMAIN

PERIODE DE 1980 A 1986.-

PAYS FORMATION	BURKINA	CAP-VERT	GAMBIE	GUINEE- BISSAU	MALI	MAURITA- NIE	NIGER	SENEGAL	TCHAD	TOTAL
Ingénieurs de Travaux Statistiques	4	4	6	3	2	5	3	-	5	32
Démographie					2			4		6
Formation courte durée en démographie	2						2		2	6
Informatique	7	2	2	-	19	6	3	11	7	57
Planification	8	4	3	-	12	10	8	6	7	58
Stage de recyclage des dé- mographes africains francophones	3	-	-	2	1	-	1	2	2	9
TOTAL	26	10	11	3	38	24	16	24	25	177

En outre, l'USED a organisé des réunions régionales relatives à :

1°) l'informatique (une rencontre à Dakar en mai 1983, 2 rencontres à Bamako en avril 1984 et en mars 1985) ;

2°) la démographie (un séminaire de présentation des résultats de l'enquête méthodologique migrations janvier 1985 à Bamako, un colloque à Dakar sur les migrants sahéliens de la vallée du fleuve sénégal mars 1984, un séminaire sur le plan d'analyse des enquêtes sur la mortalité infantile dans le sahel août 1984, un séminaire sur les prochaines recensements de population dans les pays du sahel septembre 1985.

- Un colloque sur le bilan économique et social des pays du CILSS 1973-1983 ;

- deux missions d'évaluation des besoins nationaux en matière de population pour le compte du Fonds des Nations Unies pour les Activités en matière de Population (FNUAP) au Tchad et au Mali ;

- une consultation pour le compte du FNUAP sur le second recensement général de la population du Burkina ;

- une mission de consultation sur le projet Unité de Population du Niger ;

- plusieurs participations aux rencontres internationales ;

- l'organisation de sept réunions régionales sur le Programme de Recherche Démographique pour le Sahel (PRDS) suivantes :

Première réunion	Bamako 1978
Deuxième réunion	Bamako 1979
Troisième réunion	Bobo-Dioulasso 1980
Quatrième réunion	Banjul 1981
Cinquième réunion	Niamey 1982
Sixième réunion	Praia 1983
Septième réunion	Nouakchott 1984

Trois séminaires nationaux ont eu lieu au Burkina-Faso, au Niger et au Tchad sur le thème Population et Développement.

Parmi les publications de l'Institut du Sahel, on peut retenir :

.../...

- La situation démographique des Etats membres du CILSS : Etudes et travaux de l'USED n° 1

- Le Bilan du Développement Economique des Pays du CILSS et perspectives Etudes et Travaux de l'USED n° 2

- La population et l'Education. Le cas du Sénégal. Etudes et Travaux de l'USED n° 3

- Les problèmes actuels du nomadisme sahélien. Le cas de la Mauritanie. Etudes et Travaux de l'USED n° 4

Les actes du séminaire sur le plan d'analyse des enquêtes EMIS, IDRC-MR 125F INSAH n° 5

Les migrations Internationales sud-nord. Une étude de cas : les migrants maliens, mauritaniens et sénégalais originaires de la vallée du fleuve Sénégal en France.

Perspectives globales

Moyen terme 1986 - 1987

Durant cette période, les activités de l'USED sont les suivantes :

1°) L'assistance technique

Celle-ci sera particulièrement axée sur l'encadrement dans le domaine de l'informatique dans chacun des pays du CILSS.

2°) La poursuite de l'exploitation et l'analyse des enquêtes

Cette activité concerne l'enquête sur la mortalité infantile dans le sahel, le projet Population-Santé et Développement.

3°) La formation

Elle sera axée sur :

- le suivi des candidats au PHD en démographie
- la sortie d'une promotion d'ingénieur de travaux statiques

4°) L'accueil des chercheurs et des consultants.

.../...

Long terme 1988-1993

I. RECHERCHE METHODOLOGIQUE

L'élaboration d'un nouveau programme USED pour la période 1988-1993 doit nécessairement prendre en compte les éléments positifs et négatifs des activités passées. Les discussions avec tous les partenaires ont abouti à un consensus, à savoir l'érection du Programme USED en Centre d'Etudes sur la Population et le Développement. Ce Centre apportera son concours technique dans la définition de certaines méthodes liées aux questions démographiques et de planification du développement. Les activités suivantes seront réalisées :

1°) l'intégration de la variable démographique dans la planification.

Le Centre pourrait développer une méthodologie en relation avec quelques institutions de recherche ou d'universités intéressées ou impliquées dans de tels travaux.

2°) Le système d'information sanitaires

Il s'agira pour le Centre d'apporter une contribution technique et financière minimale pour aider les pays à disposer d'un outil scientifique qui pourrait mieux contribuer à l'analyse des statistiques sanitaires et dans les définitions de politique de santé.

3°) Autres études méthodologiques

Diverses méthodologies qui ne sont pas à ce jour élaborées et qui pourraient intéresser les Etats dans les domaines de population, de planification socio-économique, de sociologie ou de santé seront identifiées et exécutées dans les limites des possibilités des ressources humaines et financières.

II. RECHERCHE/ACTION POUR LE DEVELOPPEMENT

1°) Politique de population et de santé

Pendant la première phase, l'USED a initié des études sur la mortalité infantile, sur les déterminants de la fécondité, la première enquête nationale démographique et de santé au Mali. L'objectif sera pour la deuxième phase de faire une étude comparative de ces travaux.

.../...

2°) Population, croissance urbaine et développement du secteur non structuré

Le Centre mènera des études de cas en vue de cerner les liens existant entre l'absence, dans la région sahélienne, de politiques démographiques cohérentes et dynamique, la crise des zones rurales et la forte croissance urbaine qui lui sont en partie afferentes et le développement du secteur non structuré dans les villes.

3°) Sociologie et économie rurales

Le Centre développera des recherches en sociologie et en économies rurales, principalement axées sur l'étude des mécanismes des circuits et des supports économiques, sociaux et politiques de distribution des intrants agricoles et de la commercialisation des récoltes.

4°) Modèle de consommation et d'autosuffisance alimentaire

Le Centre entreprendra des études de cas sur les modèles de consommation alimentaires aussi bien dans les villes que dans les zones rurales en vue de mieux connaître et apprécier non seulement les caractéristiques actuelles de l'alimentation des populations, mais également ses tendances et son contexte écologique, socio-économique et socio-culturel.

III. EN MATIERE DE FORMATION

Les activités de formation proposées dans le nouveau programme sont destinées à :

- accroître les effectifs de démographes, planificateurs et autres spécialistes en sciences sociales recevant une formation de très haut niveau, pluridisciplinaire et appliquée;
- augmenter les effectifs des techniciens intermédiaires.

IV. EN MATIERE D'ASSISTANCE TECHNIQUE

Le Centre doit disposer d'une compétence technique dans les domaines de la démographie, de l'économie, du développement, de la sociologie, de l'informatique et de la santé publique, pour pouvoir répondre aux besoins exprimés par les Etats.

.../...

V. EN MATIERE D'APPUI AUX RECENSEMENTS/ENQUETES/PROJETS ETAT CIVIL

Les résultats acquis par le volet EXADD du PRDS incitent à sa poursuite dans le cadre des activités futures du Centre, avec toutefois une réorientation nouvelle comme suggerée par la Mission d'Evaluation de l'AID de mars 1983. A cet égard, le Centre devra apporter aux Etats membres du CILSS, une contribution technique sur la conception méthodologique de leurs recensements futurs et les aider dans l'exploitation et l'analyse approfondies des résultats.

VI. BANQUE DE DONNEES

L'Institut du Sahel étant une institution de coordination de la recherche, il est indispensable qu'il puisse disposer d'une banque de données dont l'objectif est de fournir à temps des renseignements complets et à jour sur la situation socio-économique de la région sahélienne, à tous les chercheurs et décideurs.

Sur le plan financier, la contribution de l'INSAH/USED aux activités de recherche et formation en sciences sociales dans les pays du CILSS de 1980 à 1986 est estimée comme suit :

- 718.443.400 F CFA envoyés directement dans les Institutions Nationales.
- 937. 000.000 F CFA pour les activités à caractère régional ou gérées directement par la Direction de l'USED.
- 480.000.000 F CFA pour les activités de formation dans les Institutions du Sahel ou extérieurs à la région.

Soit au total engagé d'environ 2. 135.000.000 F CFA.

2.4. LE RESEAU SAHELIER D'INFORMATION ET DE DOCUMENTATION SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES (PROGRAMME RESADOC)

I. OBJECTIFS DU PROGRAMME

Les activités du Programme RESADOC s'insèrent dans le cadre de la mission dévolue à l'Institut du Sahel en matière de collecte, d'analyse et de diffusion des résultats de la recherche scientifique et technique.

A cet égard, le Programme a pour but de mettre en place au niveau régional un système d'information bibliographique coopératif auquel sont associés des organismes nationaux, régionaux et extérieurs, d'aider les Etats membres du CILSS dans l'implantation de systèmes nationaux d'information, d'harmoniser les procédures de collecte et de traitement documentaire afin d'assurer une compatibilité totale entre les systèmes d'information nationaux et régionaux.

II. REALISATIONS

Sur le plan technique et humain les réalisations suivantes sont à mettre à l'actif du Programme RESADOC :

2.1 Niveau National

- Etablissement dans tous les Etats membres du CILSS de mécanismes de coordination avec la désignation d'un centre national correspondant localisé, dans la plupart des cas, au niveau du ministère correspondant du CILSS (Développement Rural, Agriculture).
- Organisation de la participation à RESADOC dans le cadre de réseaux nationaux regroupant des structures documentaires (bibliothèques, centres de documentation etc...)

..../....

spécialisées dans les domaines d'activités du CILSS.
Ces réseaux sont coordonnés dans chaque Etat membre
par le centre national correspondant.

La participation des Etats membres est la suivante (au 30 juin 1986)

ETATS MEMBRES	CENTRE NATIONAL CORRESPONDANT	NOMBRE DE CENTRES SECTORIELS PARTICIPANTS
Burkina Faso	Centre National de Doc. (Ministère de l'Agric. et de l'Elevage)	10
Cap Vert	Centre National de Doc. Scientifique et Techni- que	-
Gambie	Bibliothèque Nationale	-
Guinée Bissau	-	-
Mali	Institut d'Economie Rurale (Ministère Agric.)	17
Mauritanie	Société Nationale de Développement Rural (SONADER) (Ministère du Dével. Rural)	-
Niger	Ministère de l'Agricul.	9
Sénégal	Ministère du Dévelop. Rural	3
Tchad	Ministère d'Etat à l'Agric. et au Développement Rural	3
Total centres sectoriels participants		42

- Formation de spécialistes et techniciens nationaux :
(Statistiques 1979-juin 1986)

ETATS MEMBRES	FORMATION DE LONGUE DUREE (1 ou 2 ans)	SEMINAIRES, STAGES ET VOYAGES D'ETUDES
Burkina Faso	3	48
Cap Vert	1	3
Gambie	2	19
Guinée Bissau	-	-
Mali	6	145
Mauritanie	-	17
Niger	2	53
Sénégal	-	11
Tchad	-	3
TOTAL	14	299

- Conduite d'opérations de microfilmage pour le sauvetage des fonds documentaires au Sénégal, au Mali, au Niger et au Burkina Faso.
- Fourniture d'équipements :
 - * dotation de caméras de microfilmage aux réseaux du Niger et du Burkina Faso
 - * plan en cours d'équipement des centres nationaux en lecteurs de microfiches.
- Appui technique dans le domaine d'organisation de structures nationales de documentation
- Soutien aux activités de publication de répertoires nationaux, catalogues collectifs etc...

2.2 Niveau régional

- Harmonisation des méthodes de collecte et de traitement documentaire avec la mise au point d'un bordereau unique de saisie et d'outils méthodologiques.
- Participation des autres organismes de coopération de la sous-région (CEAO, CIEH etc) à la base de données RESADOC. Actuellement ils sont au nombre de 18 et reçoivent du Programme RESADOC un appui dans le domaine de la formation.
- Mise en place d'une base de données bibliographiques de près de 10 000 références.
- Publication sur une base semestrielle d'une bibliographie commune à l'ensemble des centres participants : 6 numéros ont été publiés entre 1983 et 1986 avec une moyenne de 500 références par numéro.

..../....

- Partage avec l'ensemble des centres de documentation participants d'un matériel informatique et d'équipements de reprographie localisés à l'Institut du Sahel (Bamako).
- Satisfaction de besoins d'information de chercheurs, décideurs etc... par la fourniture gratuite de documents originaux sous forme de photocopies, microfiches etc... et par l'élaboration de bibliographies spécialisées à la demande. Une cinquantaine de bibliographies sur des thèmes intéressant le développement des pays membres du CILSS ont été élaborées et sont disponibles à la demande. A titre indicatif, liste de quelques titres :
 - * Santé humaine au Sahel
 - * Riz et riziculture au Sahel
 - * Politique céréalière et sécurité alimentaire dans les Etats du Sahel
- Collecte auprès d'organismes extérieurs au Sahel de documents et de références bibliographiques sur le développement des pays membres du CILSS. Les actions les plus importantes ont été les suivantes :
 - * Fourniture par le Sahel Documentation Center du Michigan State University à 13 centres sahéliens de 1100 documents
 - * Projet en cours avec le Ministère de la Coopération (France) de collecte des documents produits par l'ORSTOM et les Instituts du CIRAD

..../...

- * Acquisition de bandes magnétiques contenant des références sur les pays du Sahel auprès d'organismes tels que le BIT, le CRDI, la FAO.

III. PERSPECTIVES

La phase actuelle de développement du réseau met davantage l'accent sur la décentralisation au niveau des Etats de certaines fonctions jusqu'ici prises en charge par le Centre régional de coordination de RESADOC.

Dans ce cadre, les actions futures porteront sur :

- le renforcement des réseaux nationaux par l'équipement des centres correspondants en micro-ordinateurs et en matériels de reprographie.
- la dynamisation de la participation des centres sectoriels par un appui technique plus suivi (missions d'appui, organisation de stages etc...).

A cet effet, le Programme RESADOC soutient les initiatives nationales par la recherche de financement de projets nationaux auprès des donateurs. A titre d'exemple, le CRDI prévoit de financer en 1986 des activités du réseau malien.

A plus long terme, une connexion à distance (par télécommunication) des centres nationaux et régionaux à la Base de Données RESADOC est envisagée. Une étude financée par l'UNESCO vient d'être consacrée à cette possibilité.

Le but ultime de toutes ces actions est de donner à chaque Etat membre du CILSS les possibilités d'une maîtrise totale de ses

..../....

ressources documentaires et de coopération avec les autres pays sahéliens et extérieurs.

PRINCIPALES CONTRIBUTIONS FINANCIERES DES DONATEURS

AU PROGRAMME RESADOC

1978 - 1986

三

N.B./ : Ce tableau ne prend en compte que les fonds gérés par l'Institut du Sahel. D'autres contributions sous forme d'assistance technique (poste de coopérants, missions de consultation) ou de publication de documents, gérées directement par certains donateurs (Ministère de la Coopération France notamment) ne sont pas chiffrées ci-dessous faute de données précises à leur sujet.

DONATEURS	SECTEURS D'INTERVÉN-	MONTANTS	
	TION		
	:		
U S A I D	: - Personnel	- Total contributions (1978-1986):	
	: - Formation	219.875.000 F.CFA	
	: - Assistance Technique		
	: - Equipement		
	: - Missions		
	: - Réunions		
	: - Publications -		
	: - Octroi de documents		
Centre de Recherche pour le Développement International (CRDI / CANADA)	: - Personnel	. Phase I (1978-1982): 359.000 \$	
	: - Formation	cdn	
	: - Assistance Technique	+ supplément de 75.000 \$	
	: - Equipement 81.000 \$	
	: - Missions	cdn	
	: - Publications	. Phase actuelle (1984-1987):	
	: - Octroi de documents 442.935 \$	
		cdn	
		Total: 959.935 \$ cdn	

11

{	:)	
{ Ministère de la	:	- Assistance Technique :)	
{ Coopération	:	- Formation (octroi de)	
{ (France.)	:	bourses))	
{	:	- Opération de répara-)	
{	:	ge et de rapatriement:)	
{	:	de documents sur le)	
{	:	Sahel)	
{	:	- Publications)	
{	-----:	-----:)	
{ Ministère de la	:	- Personnel	: Total Subvention (1982-1985))
{ Coopération Econo-	:	- Assistance Technique	: 105.000.000 F.CFA)
{ mique (République	:	- Equipement	:)
{ Fédérale d'Allemagne)	:	- Missions	:)
{	:	- Publications	:)
{	:	- Octroi de documents	:)
{	-----:	-----:)	
{	:)	
{ U N E S C O	:	- Assistance Technique	: Contribution Phase I Projet ILIS:)
{	:	- Formation	: 20.000 US \$)
{	:	- Equipement	:)
{	-----:	-----:)	
{ F A O	:	- Assistance Technique	:)
{	:		:)
{	-----:	-----:)	
{ P N U D	:	- Personnel (1 poste	: depuis 1979)
{	:	de documentaliste)	:)
{	:		:)
{	:		:)
{	:		:)
{	-----:	-----:)	
